

Copie anonyme - n°anonymat :

Code épreuve :

Nombre de pages : 8

Session : 2025

Épreuve de : Eco. socio et histoire ESSEC/HEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

V. 71 EC

Depuis les années 1980, la Chine occupe une place centrale dans le commerce international : elle devient le premier exportateur mondial en 2010, réalisant plus de 78% des échanges internationaux en exportation. La Chine oriente sa politique commerciale à l'aide de ses "plans quinquennaux" qui fixent les objectifs de croissance sur 5 ans. Néanmoins, en parallèle de son essor sur la scène commerciale internationale, la Chine a constaté la hausse des inégalités au sein de son pays. En effet, depuis 2010, les ménages chinois n'ont participé qu'à 30% du PIB de la Chine. Le pays a ainsi constaté une hausse des inégalités nationales malgré son développement économique et sa convergence avec les économies les plus développées. Dans ce sens, il serait évident de penser qu'il est périlleux de combiner les fractures sociales intranationales et le développement économique : par des stratégies de développement économique principalement orientées vers l'extérieur mais aussi pour le fonctionnement efficace du système capitaliste, se reposant sur des inégalités internes.

Cependant, les nombreuses fractures sociales peuvent représenter des barrières parfois infranchissables pour les pays qui, privilégiant la performance économique avec égalités entre leur population, ne parviennent pas à atteindre l'équilibre économique, en lien avec le "canon magique" défini par Kaldor représentant une situation économique optimale où la croissance, la stabilité des prix, le plein-emploi, et la stabilité des échanges avec l'extérieur sont garantis. De ce fait, les pays les plus avancés ont longtemps cherché à imposer des voies de développement aux pays sous-développés, en vain, car celles-ci ne sont opposées aux inégalités internes de ces pays en développement.

Ainsi, est-il possible de concilier les fractures sociales au

sein d'un pays et son équilibre économique ? Les populations inégalement impliquées dans la croissance des pays et profitant inégalement de ses fruits, ce qui empêche d'atteindre l'équilibre économique seront dans un premier temps analysées (I) avant de constater les paramètres par lesquels il est possible que l'équilibre économique soit réalisé en dépit des fractures sociales (II) et enfin les outils dont disposent les États pour pallier les fractures sociales et atteindre l'équilibre économique (III).

En quoi les caractéristiques d'un pays combinant les fractures sociales rendent impossible l'atteinte de l'équilibre économique ? Le modèle de Solow de croissance met en avant les conséquences de la fracture sociale sur l'équilibre économique (A) dont les fractures sont majoritairement issues des caractéristiques institutionnelles propres aux pays (B), renforçant ainsi l'idée de l'impossibilité de concilier la croissance économique et les inégalités au sein d'un pays (C).

À la suite des travaux de Keynes sur la croissance, Solow développe son propre modèle où il souligne l'importance du capital par tête (l'intensité capitaliste) comme facteur principal de croissance. Il ajoute principalement la notion d'état d'équilibre des économies : selon lui, deux pays ayant le même niveau d'épargne et une croissance démographique similaire, malgré des niveaux de capital par tête différents, vont finir par converger à long terme vers le même état de richesse d'équilibre. Ainsi, en distinguant les niveaux d'épargne et de croissance économique, il met en avant pourquoi un pays serait plus "riche" à long terme qu'un autre. En effet, un pays avec une croissance démographique plus importante convergerait vers un état d'équilibre plus faible qu'un pays ayant achevé sa transition démographique : cela s'explique par le fait que la répartition de capital par tête sera ainsi limitée en raison du nombre important d'habitants.

Ce modèle de croissance rejoint les travaux de Malthus qui souligne l'impossibilité de concilier la croissance démographique à une croissance économique de long terme en raison de l'incapacité, à terme, de nourrir tous les habitants en nourriture (c'est cause des rendements décroissants dans l'agriculture qui font qu'une population augmentera plus vite que sa capacité à être nourrie). Il soutient ainsi la suppression des "Poor laws" aidant financièrement les anglais les plus pauvres au XIX^e siècle. Ainsi, les pays ayant les fractures sociales internes les plus importantes, tel que les pays en développement par exemple, ont pour caractéristique principale, selon Brunel, d'avoir une croissance démographique non achevée. Ces pays, dont la population est davantage plus ~~poor~~ pauvre que les pays développés, ont davantage de naissances et des taux de mortalité parfois toujours élevés (notamment mortalité à la naissance dans les pays sous développés d'Afrique subsaharienne par exemple) ce qui affectent ainsi l'état de richesse d'équilibre et leur empêchent d'atteindre l'équilibre économique. Ainsi, à la suite du discours de Truman en 1949, les pays du Nord ont mis l'accent sur la nécessité d'assurer la convergence économique des pays sous développés, à travers de nombreux plans de développement imposés à ces pays. Or, en quoi face à quelles caractéristiques ces plans se sont-ils opposés ?

De nombreuses voies de développement ont été mises en place par les pays du Nord au pays du Sud afin d'assurer leur convergence. Ces voies passent notamment par le développement du secteur agricole afin d'assurer le développement industriel en libérant la main d'œuvre du secteur agricole. C'est l'institution du J-PAL a ainsi été mise en place afin d'évaluer l'efficacité de ces plans de développement. Elle s'est notamment particulièrement intéressée au cas de l'Inde qui a longtemps cherché à se développer économiquement en suivant le modèle chinois, notamment à travers la mise en place de plan quinquennaux (exemple du "Make in India"). (L'Inde faisant partie du groupe de pays en développement des BRICS, elle reste avant tout un états émergent selon le J-PAL par son incapacité à se réparer de ses structures institutionnelles. En effet, l'Inde se caractérise par un système de castes qui rend ainsi le développement économique inégalitaire car la population profite inégalement de la richesse (différences de revenus conséquentes entre les 1% les plus riches et les 10% des plus pauvres). Ainsi, la majorité des plans de développement imposés se sont

révélés inefficaces : ils ont été appliqués de façon automatique par les pays du Nord ou des pays du Sud qui diffèrent par leurs structures nationales. Pirst souligne ainsi que la mise en place de ces plans revient à imposer un mode de vie étranger aux populations des pays du Sud. Malgré des améliorations économiques notables, notamment la hausse importante du PIB en Inde liée au développement des activités de service bas-dogame (dans l'informatique notamment), de fortes inégalités nationales subsistent. Ces voies de développement imposées renforcent malgré tout l'idée de l'impossibilité de concilier l'équilibre économique au sein d'un pays et des fractures sociales.

En effet, les économistes Becher et Hossain mettent en avant les barrières qui constituent les fractures sociales à la croissance. Selon Becher, les fractures sociales, majoritairement liées aux différences de revenus mais également au taux de chômage, réduisent considérablement le niveau d'investissement au sein d'un pays, ce qui affecte ainsi la croissance. La faiblesse de l'investissement va peser à terme sur les capacités productives d'un pays, en particulier si le taux de chômage est élevé, ce qui va affecter sa compétitivité interne et externe. Ainsi, la majorité des pays souffrant de nombreuses fractures sociales voient leur capacité de développement économique réduite. Par ailleurs, de importantes fractures sociales peuvent affecter le budget public si les recettes publiques sont trop faibles, ce qui limite ainsi les capacités de relance d'un Etat. Pour les pays les plus faiblement développés, malgré la tentative de mise en place de programmes de développement, ceux-ci ont été imposés de façon automatique sans prendre en compte des dualités institutionnelles des pays. Les fractures sociales ne font que constituer des cercles-vicieux du sous-développement qui rend ainsi impossible la convergence économique pour ces pays. Or, de nombreux pays ont tout de même réussi à se développer malgré de fortes fractures sociales et il est ainsi légitime de se demander si il est possible de combiner les deux.

Qu'est-ce qui explique la réalisation de l'équilibre économique malgré de nombreuses fractures sociales ? L'exemple des dragons et tigers asiatiques soulignent la possibilité de développement économique dans un contexte d'inégalité (A) qui repose sur un système capitaliste se développant au ces inégalités même (B)

Copie anonyme - n°anonymat :

Code épreuve :

Nombre de pages : 8

Session : 2025

Emplacement
QR Code

Épreuve de : Eco. socio et histoire ESSEC/HEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Les dragons asiatiques représentent un groupe de pays de l'Asie de l'Est s'étant développés à l'aide de développement industriel. Le Japon amorçe le pas dès 1960 avec une stratégie d'industrialisation par substitution aux exportations (ISE) qui vise concrètement à remplacer une production initialement réalisée dans le cadre de la division internationale du processus productif bas de gamme par une production à haute valeur ajoutée, permise notamment par l'accueil de nombreux investissements directs à l'étranger (les États-Unis dans le cas du Japon). Ces stratégies ont permis à ces pays leur essor sur la scène internationale. Pour cela, ils ont dû mettre en place des conditions attractives pour l'investissement tel que une politique de change souple ou encore jouer sur des désinflation compétitives. Le développement social est allé de pair avec la croissance de ces pays qui, malgré de fortes fractures, tel que la Chine notamment mais aussi pour les tiges asiatiques (Thaïlande, Taïwan...). Par le développement industriel, les fruits de la croissance ont pu profiter à la majorité de la population, soutenue par des politiques publiques favorables à la réduction des fractures sociales. Cependant, ces pays, tel que le Japon, aujourd'hui développés connaissent encore de nombreuses inégalités intranationales : en particulier, le Japon possède l'IGH (indice sur la capacité des femmes mis en place par le PNUD en 2010) le plus élevé des pays du G7 et Singapour (dragon asiatique) un des plus élevés au monde. La réussite de ces pays de développement garantissant l'équilibre économique s'est notamment parfois appuyée sur ces inégalités.

Mais critique le système capitaliste dans la manière dont il génère des inégalités sociales afin de mener à bien son

Fonctionnement. En effet, selon lui, en raison de sa loi sur la baisse tendancielle du taux de profit, les employeurs capitalistes vont se mettre à baisser considérablement les salaires de leurs employés, quitte à les licencier. Ce licenciement conduit ainsi les entreprises à embaucher la femme ou l'enfant (ou les deux) de l'employé afin d'avoir une main d'œuvre plus nombreuse et moins coûteuse que l'employé. Ainsi, pour mener à bien leur activité, mais surtout en avant le fait que les entreprises capitalistes souhaitent avoir à disposition une quantité de chômeurs sur laquelle elle peut se reposer à tout moment. Cette théorie a été reprise par Keynes et Doeringer dans leur théorie sur le double marché du travail. En effet, il existe selon eux un double marché de l'emploi : un primaire via lequel les entreprises embauchent en majorité et un secondaire moins sélectif permettant le renouvellement de la main d'œuvre. Par cela, les entreprises assurent ainsi la polyvalence de sa main d'œuvre et réduisent ainsi ses coûts de remplacement de la main d'œuvre. Malgré tout, ce modèle repose sur une quantité de chômeurs conséquente et ainsi peu sélective. Ainsi, à la suite du développement des pays de l'Asie du Sud Est mais également avec la théorie de Meus, l'équilibre économique peut se reposer sur des inégalités entre sa population, quo cela soit via le taux de chômage mais aussi des inégalités de revenu. Ce modèle asiatique de croissance apparaît alors comme un modèle unique, qui se combine l'importance du commerce international à un rôle central de l'État afin d'assurer le développement économique et de faire en sorte qu'il profite à tous. À défaut d'assurer l'équilibre économique à travers des politiques conjoncturelles ou encore structurelles, l'État peut assurer par son action publique la réduction des fractures sociales afin de garantir la croissance économique et l'équilibre. Afin de guider son action, de nombreuses institutions supranationales ont mis en place des indicateurs de développement et d'inégalités.

De quels outils disposent les États afin de pallier aux fractures sociales et d'assurer l'équilibre économique ? Les États accordent une place centrale au système de protection et de politique structurelle officielle qui incite à l'emploi (A) parfois guidés par les indicateurs de développement mis en place au niveau supranational (B).

La protection sociale est un système social permettant aux individus de lutter contre leurs propres faiblesses. Ce système varie selon les pays : il est mis en place, par la création de la Sécurité Sociale en 1945 qui prend en charge 4 domaines (la maladie, la vieillesse, les accidents liés au travail et la famille). Majoritairement financée par les cotisations sociales, il garantit ainsi le principe d'équité entre les individus. Il s'accompagne de nombreuses autres mesures tel que le RSA en France permettant aux inactifs et actifs de bénéficier d'un revenu supplémentaire (semain) si le leur n'est pas suffisant pour vivre correctement. En France, le système de chômage est géré indépendamment de la sécurité sociale. A travers les politiques actives de l'emploi, l'État assure la mise en place d'un service public à l'emploi (en France, France Emploi). Par ailleurs l'État peut verser des indemnités permettant aux chômeurs créateurs d'emplois (comme les entrepreneurs) afin de les inciter à reprendre ~~chaque fois~~ les et à reconstruire leurs activités. A défaut de pallier les inégalités de revenu, les États doivent ainsi s'assurer de faire baisser le taux de chômage et d'assurer le bon fonctionnement de l'activité économique. Ainsi, à travers ses politiques structurelles, l'État peut soutenir les politiques de formation qui visent à rendre plus adéquate l'offre de la demande d'emploi. Ces politiques s'appliquent aux jeunes actifs peu qualifiés mais aussi aux plus âgés dont les compétences sont parfois limitées à l'embauche (en particulier avec les nouvelles technologies). Ainsi, afin de garantir l'équilibre économique et la réduction des fractures sociales, l'État doit insister sur la politique structurelle - davantage qu'une politique conjoncturelle de court terme. Par exemple, Hayek souligne l'inefficacité d'une politique monétaire expansive dont la répartition des effets revient à seulement une certaine partie de la population

qui va ainsi mener à la hausse d'un certain panier de produits uniquement, entraînant ainsi des déséquilibres au sein du processus productif et n'annulant pas le cours magico. Afin d'orienter leur décision en terme de politiques économiques, les États peuvent s'appuyer sur les indicateurs de développement mis en place par les institutions supranationales.

En effet, le PNUD et la CNUCED ont mis en place de nombreux indicateurs de développement que les pays membres de l'ONU, en particulier les moins avancés ne doivent pas respecter et d'assurer. Ces indicateurs partent par des objectifs de développement également appliqués avec pays les moins avancés à travers les 8 objectifs millénaires de développement, complétés par les 17 objectifs de développement durable prenant également en compte les pays du Nord à travers le respect de l'environnement (mis en place en 2015). Les indicateurs mis en place par la CNUCED à partir de 2010 permettent aux pays de cibler leur priorité en terme de développement afin d'assurer une croissance profitant à la majorité de la population. Les plus connus sont l'indice de développement humain (IDH) ou encore l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM). De nombreux outils statistiques ont notamment été mis en place par des économistes, tel que Milanovic avec la courbe de l'éléphant, mettant en avant les inégalités de revenus au sein des 193 pays de l'ONU de 1988 à 2008.

Longtemps perçus comme incompatibles, les fractures sociales ont pu, dans certains cas, bénéficier à l'équilibre économique. Or, ces situations représentent des exceptions, et la majorité des pays connaissant de fortes fractures sociales ont été incapables d'assurer l'équilibre commercial. Face à cela, l'État a un rôle central à jouer. Or, est-ce que son intervention permet forcément d'atteindre l'équilibre économique?